

## LES CONTRATS DU GOUVERNEMENT

### ON DEMANDE LA CRÉATION D'UNE COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, je reviens au premier ministre pour lui dire que dans de tels cas, il ne suffit pas de faire intervenir la GRC.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Qui appelleriez-vous? La CIA? Une chose est sûre, c'est que vous n'avez jamais fait intervenir personne.

**M. Kaplan:** Nous avons créé des commissions royales d'enquête.

**M. le Président:** Je demande au député de York-Centre de faire appel à son expérience et peut-être de se remémorer les conseils qui lui ont été donnés hier, lors d'un échange que nous avons eu tous les deux, pour s'en tenir strictement aux règles.

**M. Kaplan:** Monsieur le Président, je demande au gouvernement d'instituer une commission royale d'enquête. Je crois que cette demande est recevable.

Je demande d'instituer une telle commission compte tenu du fait qu'une condamnation pour trafic d'influence a déjà eu lieu sous le gouvernement actuel.

**M. Mazankowski:** De quoi parlez-vous?

**M. Kaplan:** Il y a déjà un cas qui fait l'objet d'une enquête...

**M. Mulroney:** Retirez vos paroles.

**M. Boudria:** Auriez-vous déjà oublié? Hypocrites.

**M. le Président:** Je regrette, je ne vois pas où veut en venir le député. Je donne la parole au député de Nickel Belt.

### LES ALLÉGATIONS AU SUJET DE POT-DE-VIN—LES COMMUNICATIONS D'UN ADJOINT DU PREMIER MINISTRE AVEC LA DÉPUTÉE DE ROSEMONT

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, je pose ma question au premier ministre. Elle a trait aux allégations de la députée de Rosemont au sujet des pots-de-vin. Vendredi dernier, le 19 août, à la Chambre, un député de l'opposition a demandé au vice-premier ministre s'il aurait un entretien avec la députée de Rosemont le jour même, s'il n'en avait pas déjà eu un. La réponse du vice-premier ministre, qu'on trouve à la page 18565 du hansard, a été la suivante:

Monsieur le Président, j'y ai songé, mais les allégations sont tellement sérieuses que je serais mal avisé d'intervenir, surtout que les agents de la GRC vont la questionner...

La députée de Rosemont a révélé aujourd'hui que le chef de cabinet du premier ministre, M. Peter White, était entré en

## Questions orales

communication avec elle et lui avait demandé de se rétracter sous peine d'être expulsée du caucus conservateur. Pourquoi la démarche qui n'était pas avisée de la part du vice-premier ministre le devient-elle quand c'est un des acolytes du premier ministre qui s'en charge?

● (1440)

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, je sais gré au député de me citer textuellement. J'ai donné cette réponse vers 11 h 30. D'après ce que nous savions à ce moment-là et comme venait de le dire le solliciteur général, la GRC devait questionner la députée de Rosemont. J'en ai tenu compte, entre autres choses.

Je peux me tromper, mais je crois que le chef de cabinet du premier ministre a communiqué avec la députée le matin pour lui demander des précisions et lui rappeler son devoir de transmettre les preuves qu'elle pouvait détenir à la police. Je crois que ce fut l'essentiel de la conversation.

### LES DOCUMENTS D'INVESTITURE DU DÉPUTÉ DE YORK—PEEL

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre.

Puisque la députée de Rosemont est désormais suspendue du caucus conservateur depuis la fin de semaine dernière, le premier ministre va-t-il refuser de signer les documents d'investiture du député de York—Peel qui a enfreint les lignes directrices sur les conflits d'intérêts pas une ni deux, mais 14 fois?

**Des voix:** Règlement!

**M. Mazankowski:** Cette affaire concerne le parti.

**M. le Président:** Je vois mal le rapport entre la question et l'administration publique. Le député voudrait-il reprendre sa question?

**M. Rodriguez:** Monsieur le Président, étant donné que les lignes directrices sur les conflits d'intérêts relèvent en fait de l'administration de la justice—elles sont même l'oeuvre du premier ministre lui-même—et qu'un membre de son caucus, de son gouvernement, a été trouvé coupable de les avoir enfreintes 14 fois et que le premier ministre a expulsé la députée, de Rosemont...

**Des voix:** Règlement!

**Des voix:** Assoyez-vous.

**M. le Président:** La parole est au député de Glengarry—Prescott—Russell.